



CTPM du 7 juillet 2009

Monsieur le Président,

Nul besoin de vous convaincre encore du climat social largement dégradé dans nos ministères, la lecture des résultats de la dernière enquête de l'observatoire interne nous paraît être particulièrement édifiante.

En dix ans d'existence, jamais de telles données aussi pessimistes n'ont été exprimées par les personnels.

Réformes incomprises, réformes qui s'empilent sans en percevoir le sens, réformes trop rapides de dégradations des conditions de travail, tels sont les principaux enseignements de cette dernière enquête.

Pas étonnant que les personnels considèrent que le climat social est anxiogène. Nier ce fait, ou feindre de l'ignorer, relève d'une stratégie politique qui ne peut mener qu'à l'affrontement et donc à l'échec.

Ne vous méprenez pas sur le sens des dernières journées d'action interprofessionnelles, les causes du mal être sont toujours bien présentes et d'une manière ou d'une autre elles rejailliront tôt ou tard.

*** * * ***

Le changement gouvernemental a pour une fois épargné, à l'essentiel, les ministères de Bercy.

Pour autant la suppression (temporaire ?) du secrétariat d'état à la Fonction Publique symbolise le peu de considération faite par le pouvoir en place aux agents publics.

D'ailleurs, nous en avons encore fait l'amer constat lors du débat à l'Assemblée Nationale de la semaine dernière relatif au projet de la dite « loi mobilité ».

Nonobstant un plan de communication, que l'on vous concède très efficace pour le grand public, les agents ont bien perçu depuis de longs mois, que ce projet de loi était bien une rupture dans le Statut des agents publics.

L'introduction du licenciement dans la Fonction Publique suite à restructuration est actée. Quelle différence demain entre un employé d'une entreprise privée à qui l'on demande d'aller par exemple du Nord en Auvergne pour conserver son emploi et un fonctionnaire à qui on imposera, suite à la fermeture de son service, d'aller de Limoges à Vire sous la menace d'un licenciement ?

Force Ouvrière a su prendre ses responsabilités en ce début d'été en appelant les agents de nos ministères à une journée d'action et de grève contre un projet de loi qui, de plus institutionnalise, le recours à l'intérim dans la Fonction Publique, afin de compenser les suppressions d'emplois de titulaires. La précarisation de l'emploi dans la Fonction Publique devient la norme pour ce gouvernement.

Pour Force Ouvrière, nous sommes bien là dans l'abandon des valeurs qui fondent notre pacte républicain. Cela reste pour nous inacceptable !

Cette entreprise de démolition du service public républicain trouve bien sa traduction dans ces milliers de suppressions d'emplois, dans la casse du statut des fonctionnaires (mobilité) mais aussi au travers de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP).

En effet, l'ordre du jour de ce CTPM consacré notamment à l'organisation et aux missions des DIRECCTE, en donne encore une belle illustration. Ce n'est pour FO-Finances, rien d'autre que la dislocation de la CCRF dans un labyrinthe de construction administrative digne du monde de KAFKA..

Qui peut bien trouver, dans ces DIRECCTE la moindre cohérence administrative ou encore moins la moindre efficacité du service rendu à l'utilisateur ?

Dans ce contexte, de morosité ambiante, d'inquiétudes grandissantes, c'est avec des souliers de plomb que notre délégation FO Finances a pris la décision de répondre présent à ce CTPM. Mais c'est aussi prêt à sauter dans ses baskets qu'elle se déclare pour le moment venu, faire face à ce rouleau compresseur que constitue la RGPP.